



Cfdt:

Christophe Béguinet

christophe.beguinet@enedis.fr
06 18 00 12 78

Retrouvez mes publications sur 

- 8,5 % BAISSSE DE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE EN FRANCE !

**ANALYSE D'UNE SITUATION
INATTENDUE !**



*Nous sommes engagés dans une transition
énergétique qui mobilise des femmes et des hommes, des moyens
financiers considérables et pourtant...*

La consommation d'électricité en France devait augmenter au fur et mesure de l'électrification des usages. Les données sont de ce point de vue inquiétantes !

La consommation d'électricité depuis le début de l'année 2024 est en retrait de 8,5% par rapport à la moyenne de la période 2014-2019.

En 2019 l'Europe a lancé le Pacte Vert, le « Green Deal » en mobilisant des moyens financiers colossaux avoisinant les 1000 milliards d'euros pour la période 2020-2030. Dans la foulée, les états membres ont pris des engagements spécifiques, ainsi que les acteurs privés et les ménages.

Cette dynamique devait concourir à une baisse de la consommation des énergies fossiles compensée par une hausse de la consommation d'une électricité de plus en plus décarbonée.

Or, tout a baissé ! [2023 vs 2019]

- **6,3 %** de baisse de la consommation de pétrole
- **8,5 %** de baisse de la consommation de gaz naturel
- **6,9 %** de baisse de la consommation d'électricité

A la lumière des enjeux climatiques, nous aurions pu nous féliciter d'un retour à la sobriété mais la vérité est toute autre ... Les chiffres démontrent que la consommation d'énergie dans l'industrie a baissé de **14,6 %**.

En France, les industriels ont amélioré l'efficacité énergétique de leurs installations mais un certain nombre d'entre eux ont fait le choix de délocaliser.

La mise en œuvre d'une économie décarbonée en 2050 passe par l'électrification des usages.

Les délocalisations industrielles vers des pays où l'énergie mise à disposition est plus carbonée que celle disponible en France ou en Europe nuit gravement aux enjeux climatiques et à la transition énergétique.

Deux secteurs industriels sont particulièrement concernés :

Le premier secteur est celui de la chimie au sein duquel les entreprises sont fortement consommatrices de chaleur générée essentiellement par du gaz naturel et plus faiblement par de l'électricité. Pour ses intrants, la chimie consomme également du pétrole, du gaz naturel et de l'hydrogène. Pour rester compétitive, l'industrie chimique se délocalise massivement vers des pays où l'énergie est la moins onéreuse, principalement vers la Chine et les Etats-Unis.

L'autre secteur concerne les chaînes de production automobiles qui s'adaptent aux enjeux de la mobilité électrique et qui, pour rester compétitives, se délocalisent aussi massivement vers les pays où l'énergie carbonée est la moins coûteuse.

Ces deux exemples démontrent que la baisse de la consommation électrique sur un territoire donné (la France, par exemple) ne se traduit pas forcément par une baisse de l'empreinte carbone au niveau planétaire. Bien au contraire ...

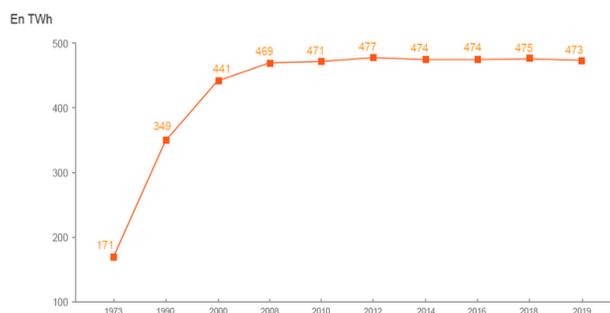
Cela confirme aussi que notre consommation de produits manufacturés en France peut selon l'origine de la production, dégrader notre empreinte carbone.

LA RÉPONSE DU GROUPE EDF FACE À CETTE SITUATION

Le 16 septembre dernier, à l'occasion de la présentation de son plan stratégique « Ambitions 2035 », le Président d'EDF, Luc REMONT, tablait sur une augmentation de la consommation d'électricité de 150 TWh d'ici 2035.

« **Ambitions 2035** » anticipe **2,9 % d'augmentation de la consommation par an d'ici 2035.**

Une telle croissance de la consommation nous ramène à ce que notre pays a connu durant la période 1960-1990.



Évolution de la consommation électrique en France entre 1973 et 2019
(en mode corrigé des aléas climatiques et des effets calendaires)
Source RTE - Bilan électrique 2019 © EDF

Cette estimation de consommation de 150 TWh de consommation supplémentaire d'électricité pour les 10 ans à venir, repose sur :

- **70 TWh** d'augmentation de la consommation sur la mobilité électrique
- **55 TWh** d'augmentation pour l'industrie
- **25 TWh** pour le numérique, essentiellement les datacenters

Les autres postes tels le logement ou l'agriculture devraient rester stable.

Ces trajectoires pour la mobilité, l'industrie et le numérique sont extrêmement ambitieuses mais elles pourraient être « tractées » par les politiques publiques qui devraient permettre d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Tout ne dépendra pas d'EDF...

LA TRADUCTION DES OBJECTIFS EN RÉALISATIONS :

❖ **Anticipation de consommation pour la mobilité : + 70 TWh en 2035**

- 1 véhicule léger : 2,3 MWh/an
- 1 véhicule lourd : 74,7 MWh/an

Projections 2035 :

- 20 millions de véhicules électriques légers
- 335 000 de véhicules électriques lourds



Les réglementations (type ZFE) et la fiscalité vont être décisives sur l'atteinte des 70 TWh.

L'objectif pourrait être atteint

❖ **Anticipation de consommation pour l'industrie : + 50 TWh en 2035**

- 113 TWh/an en électricité
- 285 TWh en énergie



Si la réindustrialisation de la France se confirme, alors les 50 TWh sont clairement atteignables.

❖ **Anticipation de consommation pour le numérique : + 25 TWh en 2035**

Anticipation de consommation pour les data centers : 8,5 TWh/an d'électricité

Le développement des data centers paraît acquis. La question de l'implantation est liée à celle de la qualité et de la disponibilité des infrastructures.



Les atouts de la France et la dynamique du Groupe EDF permettent d'atteindre cet objectif.